0ctobre 2019 n° 60





programme **Solidarité-Eau**

Dans ce numéro

- Enjeux et rencontres internationales : de Dakar à Stockholm : retour sur les réunions internationales
- Au Sénégal, dans le village de Guélodé: surmonter les défis sanitaires
- À Madagascar, gestion de la ressource: une gouvernance pilote pour le lac Itasy
- En Birmanie, dans les villes secondaires: renforcer les opérateurs pour des services améliorés

<u>Édito</u> Ne laissons personne de côté

oncrétiser cette belle idée est une tâche ardue à laquelle le réseau pS-Eau s'est toujours attaché. Les membres du pS-Eau s'engagent depuis plus de trente-cinq ans pour garantir l'accès de tous à l'eau, à l'assainissement et à la gestion durable des ressources en eau. Si les obstacles ne manquent pas au respect du droit humain à l'eau et à l'assainissement, les membres du réseau luttent pour sa reconnaissance et son respect. La disponibilité de la ressource est le premier maillon, de plus en plus souvent réfléchi en amont de toute action. La gestion locale de l'eau, sa gestion intégrée nécessite de bien connaître à la fois la ressource et les usages qui en sont faits. Il s'agit bien dès cette étape, comme le font les partenaires de la Nouvelle-Aquitaine sur le Lac Itasy à Madagascar, de s'assurer que tout un chacun aura accès à une eau de qualité en quantité suffisante. La pérennité de la qualité de la ressource, son accessibilité permanente doivent guider les choix de réalisations. L'assainissement fait maintenant partie intégrante de toute mise en place de services d'eau potable. C'est ainsi qu'Aquassistance au Sénégal accompagne les collectivités locales et étrangères à Tambacounda pour que dans plusieurs villages les populations aient accès à la ressource tant pour l'eau de boisson que pour l'élevage et l'agriculture. Dans ces deux contextes, comme dans bien d'autres, rien ne peut se faire sans la participation des usagers, futurs usagers et leurs représentants. En cela, l'acceptabilité des dispositions imaginées

est primordiale. Que d'exemples avons-nous de belles réalisations peu ou pas utilisées faute de réflexion locale commune sur la qualité de l'eau fournie, son prix et la situation des points d'accès. Ainsi, en Birmanie à Magway, l'importance donnée au diagnostic préalable, à son partage avec les décideurs locaux comme avec les usagers a permis de partir sur des bases solides correspondant au contexte particulier des villes secondaire birmanes. Pour qu'un service fonctionne durablement, la chaîne de réflexion, de décision et de réalisation est longue et demande un investissement sur le long terme. Cet investissement, ce positionnement en assistance à maîtrise d'ouvrage locale permettant par la suite une gestion locale des services est une des caractéristiques de l'action extérieure des collectivités françaises alliées au savoir-faire des ONG de terrain. La demande de reconnaissance et d'appui direct des élus locaux des villes, départements, régions des pays en développement est forte et se structure de jour en jour. Notre devoir est de permettre à ces représentants d'avoir accès aux dispositifs d'aide qui, faute de relais efficaces, n'ont pas accès aux fonds de soutien qui s'adressent pourtant à leurs populations. Nous devons inverser la tendance et par la qualité de nos propositions d'accompagnement et de réalisation être choisis par eux pour leur permettre de faire fonctionner et de gérer les services indispensables à l'amélioration de la vie des habitants dont ils sont les représentants.

Pierre-Marie Grondin

Directeur du pS-Eau

Des nouvelles de l'association

Encore du mouvement au sein de l'équipe



À l'issue d'un septennat très accompli, **Béatrice Tourlonnias**, qui a rejoint l'équipe du pS-Eau dans la foulée du Forum mondial de l'eau de Marseille en 2012, a choisi depuis septembre de s'orienter vers d'autres horizons géographiques et professionnels.

Bravo pour ces belles années d'activités, si variées qu'il est difficile de les citer sans risque d'en oublier: offre de formation renouvelée, animation des réseaux géographiques Niger et Burkina Faso, travaux de capitalisation et publications, collaboration au montage de programme de coopération décentralisée, expertise en matière de gouvernance des services.

À Grenoble, elle met désormais à disposition son engagement et son efficacité reconnue au bénéfice de l'association Rivière Rhône-Alpes Auvergne. Bref, toujours dans le domaine de l'eau!

Et surtout une disponibilité aux autres pleine d'attention et de générosité qui nous manquera à tous.

Nous lui souhaitons une belle continuation!

Sommaire

- 3 Enjeux et rencontres internationales

 De Dakar à Stockholm: retour
 sur les réunions internationales
- 6 Au Sénégal, dans le village de Guélodé Surmonter les défis sanitaires
- 9 À Madagascar, gestion de la ressourceUne gouvernance pilote pour le lac Itasy
- 11 En Birmanie, dans les villes secondaires Renforcer les opérateurs pour des services améliorés
- 15 Les infos pS-Eau

Enjeux et rencontres internationales

De Dakar à Stockholm : retours sur les réunions internationales

Une réunion de lancement (aussi appelée « Kick off meeting ») du processus préparatoire du 9^e Forum mondial de l'eau qui aura lieu à Dakar en 2021, s'est tenue les 20 et 21 juin 2019. Le pS-Eau y a participé afin de poursuivre son implication dans le processus des Forums mondiaux, tout particulièrement sur le thème de l'assainissement.

e kick off meeting a été ouvert par le ministre de l'Eau et de l'Assainissement du Sénégal, Serigne Mbaye Thiam, et le président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon. La rencontre s'est clôturée avec le même ministre sénégalais et son homologue du Kenya, Simon Chelugi. 670 personnes ont participé, dont 211 originaires de 53 pays étrangers et 459 Sénégalais issus de secteurs variés (décideurs politiques, universitaires, membres d'organisations internationales, représentants de la société civile et du secteur privé).

Des axes majeurs ont été retenus pour le 9^e Forum, dont le thème est «La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable»:

- Une forte tonalité africaine;
- Un portage par les autorités politiques : un sommet des chefs d'État sera notamment organisé à cette occasion ;



Lancement du processus préparatoire du 9e Forum mondial de l'eau Dakar 2021.

• Un forum «catalyseur» pour l'atteinte des ODD

Cette réunion, qui constituait la première consultation large pour l'organisation du Forum, a permis de rappeler les objectifs et d'ouvrir le débat sur le contenu des quatre axes thématiques retenus: (I) Sécurité de l'eau, (II) Eau et développement rural, (III) Coopération et (IV) Outils et moyens (gouvernance, financement, connaissance, innovation). Des travaux en sousgroupes ont permis de faire ressortir les contenus à approfondir pour chacun de ces thèmes. Le pS-Eau a tout particulièrement contribué aux travaux sur le thème «Eau et développement rural» en veillant à ce que les problématiques liées aux services d'eau et d'assainissement dans les petites villes y soient considérées, ainsi que sur le thème «Outils et moyens».

Outre le *kick off meeting*, plusieurs rencontres parallèles se sont tenues cette même semaine, notamment:

• Les 18 et 19 juin : réunion du *board* du Conseil mondial de l'eau ;

- Du 18 au 22 juin: réunion du collectif des organisations de la société civile du secteur de l'eau et de l'assainissement en Afrique de l'Ouest et du centre (Alliance d'Afrique francophone pour l'eau et l'assainissement AAFEA). Le pS-Eau a pu participer à la journée de synthèse des travaux de ce groupe;
- Le 19 juin : réunion des jeunes professionnels de l'eau.

Semaine mondiale de l'eau 2019 : l'inclusion en question

Chaque année en août, la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm représente une réunion de rentrée importante pour rencontrer de nombreux acteurs du secteur de l'eau et l'occasion de partager expériences et pratiques entre professionnels. Cette année, la conférence a réuni près

Initiative Dakar 2021

Durant le Kick Off Meeting, le Sénégal a annoncé le lancement de l'« Initiative Dakar 2021 » (i2021). L'objectif de l'i2021 est le développement de proiets concrets, dont les résultats seront présentés lors du Forum mondial de l'eau et qui permettront d'encourager une dynamique d'engagement, à travers des projets labellisés à fortes réponses socioéconomiques. Cette initiative vise à engager d'ici mars 2021:

- 2021 nouvelles localités ou structures. munies d'un accès sécurisé à l'eau potable et/ou à l'assainissement: communautés, écoles, par région du monde;
- 2021 professionnels de l'eau formés, incluant les jeunes et les femmes;
- 2021 nouveaux accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'eau agricole pour des collectivités, par organisation transfrontalière;
- 1 nouveau protocole pour bassins transfrontaliers;
- la création d'un Fonds mondial de l'eau (Fonds Bleu).

Un appel à projets sera lancé fin 2019 à l'attention des acteurs nationaux, régionaux et internationaux, qu'ils soient des organismes publics, parapublics ou privés, exercant une activité en relation avec l'une des quatre thématiques majeures du forum.

de 4000 personnes issues de plus de 1000 organisations, autour du thème « L'eau pour la société: inclure tout le monde». Le pS-Eau était pleinement mobilisé et a coporté deux sessions durant la semaine, l'une portant sur l'assainissement dans les petites villes et la seconde sur les services d'eau et d'assainissement et le changement climatique. Nous proposons ici un retour sur quelques thématiques abordées pendant la conférence, dont celles de nos sessions.

L'inclusion: un objectif partagé mais des progrès trop lents

Compte tenu du thème directeur de la semaine, de nombreuses sessions ont débattu des questions d'inclusion. Ce sujet global recouvre en réalité de nombreuses problématiques spécifiques. Le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, Léo Heller, a ainsi rappelé que l'objectif de «ne laisser personne de côté» issu des Objectifs du développement durable s'appuie sur les cinq critères définis par le Droit humain à l'eau et à l'assainissement : la disponibilité, la qualité, l'accessibilité, l'acceptabilité et le caractère abordable des services.

L'accès à l'assainissement représente un volet particulièrement sensible aux questions d'inclusion. L'accessibilité et la gestion des toilettes posent par exemple des enjeux en termes de :

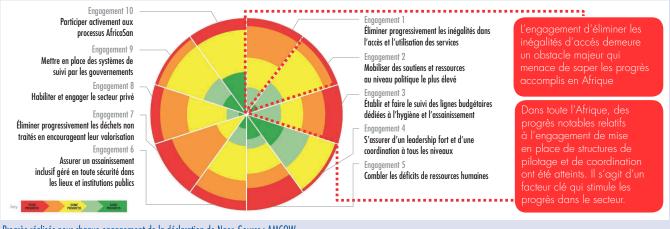
- Disponibilité: l'accès doit être possible en tous lieux, à domicile mais également dans les écoles, les lieux institutionnels et les espaces publics. Certains espaces, comme les prisons, sont actuellement encore négligés bien que les besoins soient importants;
- Sécurité de l'accès et intimité: l'accès doit être sécurisé pour les personnes vulnérables et respecter l'intimité et la dignité des utilisateurs et utilisatrices;
- Conception des infrastructures: les toilettes doivent être adaptées, par exemple pour l'accès des personnes en situation de handicap, mais également pour répondre aux besoins liés à la santé menstruelle;
- Gestion: par exemple, la gestion de la santé menstruelle peut engendrer des besoins spécifiques de gestion des déchets.

Il importe d'évaluer précisément les besoins auprès des personnes concernées. Une intervenante relevait ainsi qu'une opération mal adaptée peut créer involontairement de nouvelles barrières: physiques (conception ou design des infrastructures), sociales (pauvreté), institutionnelles ou économiques. L'accès des toilettes aux personnes transgenres est ainsi un exemple délicat, où la non-mixité pose problème alors même qu'elle respecte

En Afrique, quels progrès sur les questions d'inclusion?

La déclaration de Ngor sur l'hygiène et l'assainissement adoptée en 2015 lors de la 4e conférence régionale sur l'assainissement en Afrique (AfricaSan4) contient dix engagements pour la réalisation de l'accès universel à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et durables d'ici 2030.

Aujourd'hui, on constate que l'évolution la plus lente se produit sur l'Engagement 1 qui concerne la réduction des inégalités. La réalisation des engagements sur les financements (Engagement 3) et sur le traitement des eaux usées (Engagement 7) est également en retard. Ces résultats sont préoccupants, bien que des progrès ont été réalisés pour d'autres engagements, les plus importants concernant l'engagement 4 « leadership fort et coordination ». De nombreuses interventions ont ainsi appelé à une accélération de l'action et une meilleure prise en compte des questions d'inclusion.



Progrès réalisés pour chaque engagement de la déclaration de Ngor. Source : AMCOW

mieux l'intimité des femmes et des filles.

De facon similaire, une attention particulière est nécessaire sur les enjeux d'intersectionnalité, c'est-à-dire vis-à-vis des barrières additionnelles qui touchent les personnes cumulant plusieurs types de discrimination. Ainsi, les personnes handicapées sont encore plus vulnérables lorsqu'elles sont des femmes. Enfin, une problématique connexe qui a été souvent relevée concerne le besoin d'avoir des données sociales précises et en quantité suffisante pour aborder les enjeux d'inclusion. En effet, la première préoccupation est de pouvoir identifier les personnes en situation de vulnérabilité, afin de mieux connaître et évaluer leurs besoins spécifiques en termes d'accès dans un second temps. Au-delà d'avoir des indicateurs spécifiques, il est aussi important d'effectuer un suivi de ces données dans le temps. Pour des exemples d'indicateurs, on pourra consulter la nouvelle «Trousse à outils pour l'évaluation et le suivi de données sur l'eau ventilées par genre», développée par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (UNESCO WWAP).

Les sessions du pS-Eau

Lors de cette semaine, le pS-Eau a co-porté deux sessions, chacune réunissant une centaine de personnes.

Assainissement dans les petites villes

Faisant suite à des sessions antérieures, le pS-Eau, la Banque mondiale, Eawag-Sandec, GIZ, SuSanA et WaterAid ont organisé une session sur l'assainissement dans les petites villes. Pour encourager le partage d'expériences, qu'elles aient été des réussites ou non, cette session a débuté par une animation sous la forme d'un jeu télévisé adapté du projet FSM Fail. Deux équipes d'experts se sont affrontées et étaient invitées à donner leur avis sur des exemples d'échecs : les exemples étaient-ils réels ou fictifs ? Ce jeu a rappelé la nécessité de mieux partager nos expériences et capitaliser sur nos échecs comme nos réussites; en particulier pour les petites villes. Dans ces contextes, de nombreux projets qui ont échoué ont, par exemple, surestimé la demande en assainissement ou bien sous-



L'animation « jeu télévisé » pour la session sur l'Assainissement dans les petites villes

estimé la capacité du secteur à assurer des services viables de collecte et de transport des excreta. Des exemples concrets d'échecs ont cité: l'absence de services de vidange alors même qu'une station de traitement a été construite, des stations de traitement qui fonctionnent en sous-capacité, des camions vidangeurs non utilisés car la demande est insuffisante, etc.

Dans la deuxième partie de la session, les participants ont été invités à se joindre à des groupes de discussion pour débattre des échecs et des défis spécifiques de l'assainissement dans les petites villes, sur la base d'études de cas.

Services d'eau et d'assainissement face au changement climatique

Le pS-Eau, DFID, GWP, OMS et WaterAid ont animé une session intitulée « Les services d'eau et d'assainissement sont-ils prêts pour faire face au changement climatique? », avec la participation des Universités de Leeds et d'Oxford.

Cette session visait à mettre la lumière sur les risques qui pèsent sur les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) dans un contexte de changement climatique. Les aléas climatiques peuvent directement impacter le secteur EAH: diminution de la disponibilité des ressources en eau alors même que la demande en eau augmente, dommages sur les infrastructures (inondations impactant les équipements électriques, par exemple), etc. Ces impacts affectent à leur tour l'accès au service et leur qualité et augmentent les risques sanitaires associés aux maladies hydriques.

L'adaptation aux risques climatiques nécessite donc une évaluation systémique de la vulnérabilité des services, à tous les niveaux opérationnels: des évaluations au niveau national seront utiles pour identifier les domaines prioritaires, quand les évaluations au niveau local sont nécessaires pour définir les actions et priorités opérationnelles.

Trois expériences montrant l'utilisation d'outils d'évaluation des risques climatiques ont été présentées durant la session : (i) la mise en place d'évaluations participatives de la vulnérabilité climatique au niveau de quartiers urbains au Bangladesh, (ii) de plans de sécurité de l'eau résilients au climat en Ethiopie et (iii) le développement de modèles pour évaluer la contribution des systèmes d'assainissement aux émissions de gaz à effet de serre au Kenya.

Les comptes rendus détaillés des sessions sont à retrouver sur : www.pseau.org/fr/ semaine-mondiale-leau-stockholm

Colette Genevaux

Rendez-vous internationaux à venir

• IWA Water and Development Congress 5 décembre 2019

www.water development congress.org

- COP25 à Santiago, Chili
- 2-13 décembre 2019 / www.cop25.cl
- 20º Congrès de l'Association africaine de l'eau (AAE/AFWA), à Kampala, Ouganda

24-27 février 2020 / afwa2020.org

Au Sénégal, dans le village de Guélodé

Surmonter les défis sanitaires

Dans la commune rurale de Boynguel Bamba à l'est du Sénégal, les habitants étaient confrontés à une alimentation en eau précaire. C'est dans ce contexte que le projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable de Guélodé et de trois villages environnants, co-porté par Aquassistance et la diaspora a vu le jour en 2014.

résente au Sénégal depuis 1997, l'association Aquassistance mène des projets d'aide au développement et d'aide humanitaire d'urgence dans les pays en voie de développement depuis sa création en 1994. Elle met à disposition des populations les plus vulnérables son expertise dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et du traitement des déchets. Souhaitant améliorer la desserte en eau potable de Guélodé et de trois villages environnants - Gourel Gallo, Madina Sadio et Lombi Sadio, l'association des ressortissants de Guélodé (ARGE) a fait appel à Aquassistance afin d'étudier les possibilités d'alimentation en eau potable de ces quatre villages. Pour sa réalisation, les équipes se sont appuyées sur un rapport diagnostic du Gret précédemment réalisé en 2013. En 2014, à l'arrivée des bénévoles d'Aquassistance sur place, aucun village n'était desservi en eau potable. La



Les femmes au puits à Guélodé

consommation d'une eau insalubre entrainait très fréquemment de nombreuses maladies diarrhéigues et dermatoses, notamment chez les enfants. Les villages de Lombi Sadio, Madina Sadio et Gourel Gallo, situés dans un rayon de 4 km autour de Guélodé, étaient chacun alimentés par un puits d'une profondeur de 20 mètres et d'un forage équipé d'une pompe à motricité humaine. Dans ces quatre villages, regroupant une population de 2000 habitants, l'eau est principalement utilisée pour des besoins ménagers (eau de boisson, de cuisine, d'hygiène et de lessive) et sert aussi à abreuver le petit bétail. La consommation journalière est estimée en saison sèche à moins de 10 litres par personne. Pour répondre à cette situation précaire, le projet a consisté à mettre en place un mini-réseau d'eau potable constitué d'un château d'eau de 40 m³ surélevé de 10 mètres. Ce réseau de distribution équipé de 8 bornes fontaines, 4 abreuvoirs et un pompage alimenté par une énergie solaire a été pensé pour répondre au mieux aux besoins des populations locales.

Les différentes étapes du projet

La conduite du projet de Guélodé a donné lieu à 4 missions qui se sont échelonnées entre 2014 et 2019. La première phase du projet, menée fin 2014, a consisté en une mission d'expertise afin d'étudier les possibilités d'alimentation en eau potable des 4 villages. Dans ce cadre, plusieurs rencontres avec les chefs des villages concernés et les représentants institutionnels régionaux ont été organisées. Des essais de pompage sur le forage de Guélodé, ainsi qu'un diagnostic technique détaillé sur les ressources en eau avérées ont également été réalisés. Ce premier état des lieux a permis d'établir un constat: les conditions d'hygiène et de santé des populations étaient alarmantes. La proposition de construire de nouveaux blocs latrines au sein des différents villages s'est imposée, toujours dans le but de répondre aux besoins des habitants. La construction d'une augrantaine de latrines modernes. aérées, avec fosse pour équiper les 20 concessions composant les trois villages a été validée, financées à hauteur de 30% par les habitants des villages et le reste des dépenses étant compris dans l'enveloppe budgétaire prévue pour ce projet. L'école située à Guélodé possédait déjà 3 latrines à réhabiliter.

L'objectif de la deuxième mission était de démarrer les travaux de construction des 8 bornes fontaines et des 4 abreuvoirs, avec un raccordement au réseau de l'école du village de Guélodé et plus tard de la mosquée. En accord avec les populations locales, l'emplacement de chaque borne fontaine et de chaque abreuvoir a été défini en début d'année 2018. Il a été convenu qu'ils soient tous équipés d'un compteur et d'une vanne. Un puisard a aussi été construit pour permettre l'infiltration, mais aussi éviter les potentiels problèmes d'hygiène en cas de débordement et de stagnation de l'eau. Savoir gérer les imprévus fait également partie du déroulement d'un projet. Tel fut le cas pour les équipes de bénévoles qui ont constaté le retrait de fait du projet des habitants du village de Lombi Sadio initialement bénéficiaire du mini-réseau de distribution d'eau potable. Les installations prévues dans ce village ont donc été déplacées à Guélodé, où la grande majorité de la population de Lombi Sadio s'est installée. Cette évolution notable a permis d'économiser près de 1 400 mètres de tuyau et équipements de raccordement. Autre conséquence, un gain de temps pour la mise en œuvre de la troisième et dernière phase.

La tâche n'était pas finie pour autant lorsqu'une équipe de bénévoles s'est de nouveau rendue dans cette région du Sénégal oriental fin 2018. Cette fois-ci, avec un double objectif: contrôler les travaux réalisés localement par la société ECORE et rencontrer les différents acteurs du projet afin de s'assurer de sa bonne conduite. Tout cela dans le but de s'ajuster au plus près des besoins et des souhaits actuels et futurs des populations concernées. Cette étape était incontournable: la mise en place du pompage de 80 m³/jour, le champs solaire composé de 24 panneaux et le réseau hydraulique, le réservoir, le branchement pour l'école avec deux points d'eau et ceux supplémentaires pour la mosquée ont permis sur le plan sanitaire de nettes avancées.

La mise en service du mini-réseau a eu lieu en novembre 2018, date à laquelle les fontainières ont commencé à tenir les cahiers de compte et à délivrer les cartes de paiement aux usagers. Un grand moment célébré par les habitants pour marquer l'achèvement d'un beau projet a eu lieu lors de l'inauguration des infrastructures à laquelle l'équipe de bénévoles a assisté. Le sous-préfet, les différents chefs de village, le directeur de l'hydraulique du département de Goudiry où se situent les villages, le président de l'ARGE, mais aussi les imams, tous étaient réunis afin d'inaugurer ces nouvelles installations.

La dernière mission prévue en décembre 2019 vise à s'assurer que les usagers se sont définitivement appropriés les installations, qu'elles fonctionnent mais aussi afin de voir si la campagne de sensibilisation a bel et bien porté ses fruits.

Sensibilisation et implication de la société civile

Afin de rendre pérennes les infrastructures mises en place sur le long terme, les différentes équipes qui se sont succédées ont bien mesuré l'importance de mener une campagne de sensibilisation à l'hygiène et à la santé auprès des populations. Le groupement d'intérêt économique (GIE)



Les nouvelles installations réceptionnées

Laawol Bamtaare a pris en charge ce volet. Une campagne de 6 mois débutée au second trimestre de l'année 2018 a ainsi été mise en place.

Il s'agissait tout d'abord de limiter la défécation à l'air libre tout en sensibilisant à l'utilisation des bornes fontaines pour limiter les risques de contamination et de maladies. L'école a particulièrement été ciblée et le bilan est encourageant: de passage au Sénégal, pour réaliser une mission dans un autre village, une équipe de bénévoles s'est rendue à Guélodé en avril 2019, et a constaté que les latrines de l'école étaient en cours de réhabilitation, preuve d'une réelle volonté et implication de la population.

Les femmes sont d'autant plus informées et engagées dans cette démarche d'assainis-sement, qu'elles ont une grande influence et un rôle clé dans l'éducation citoyenne. L'implication des populations dans son ensemble et des acteurs locaux dans la bonne conduite de ce projet a été pleine, entière et décisive pour mener à bien ces différentes phases. En accord avec les chefs de village, deux modes de fonctionnement ont vu le jour: un système de cotisations pour le service et un comité de gestion pour le système d'adduction d'eau potable.

Le prix de la bassine d'eau de 20 litres a été fixé à 10 FCFA et pour l'abreuvage des animaux, il suit une grille évolutive entre 25 FCFA et 100 FCFA selon l'animal. Un tarif de 5 FCFA mensuel par enfant a été



Le nouveau château d'eau

adopté au sein de l'école, une cotisation volontaire respectée par la population locale afin d'instaurer le bon fonctionnement d'un réel mini-réseau de distribution d'eau.

Composés majoritairement par des femmes, les comités de gestion quant à eux, sont chargés de veiller au respect du système mis en place afin de pérenniser la gestion et la maintenance des infrastructures (horaires d'ouverture des bornes fontaines et des abreuvoirs, propreté des lieux-dits; garantie de l'équité entre les usagers de l'eau via la grille tarifaire). Ils ont également un rôle de porte-parole au sein des villages pour généraliser les bonnes pratiques.

C'est également le GIE Laawol Bamtaare qui a assuré la mise en œuvre d'une mesure d'accompagnement auprès de la population. Il a fallu initier les fontainières à la gestion des cahiers de compte afin de mesurer les consommations aux bornes fontaines et garantir leur bonne gestion. Enfin, des agents techniques ont été formés par la société locale ECORE au sein des villages à la maintenance régulière des installations qu'ils assurent depuis la réception provisoire fin 2018. Au total, 3 agents techniques sont présents, soit un agent par village.

L'implication des partenaires

L'amélioration de l'alimentation en eau potable de Guélodé et au final de deux villages environnants a été rendue possible grâce au travail rigoureux des sociétés ECORE et Diop consulting chargées de réaliser les travaux et d'assurer leur suivi. Encouragé par la loi Oudin-Santini ce projet

d'un montant global de 313000 euros a vu le jour grâce au soutien de diverses collectivités territoriales. Il a ainsi bénéficié de l'engagement des villes de Paris et des Mureaux, de la région lle-de-France, du département des Yvelines et de Coallia (opérateur de logements sociaux).

Les populations villageoises ont également apporté leur pierre à l'édifice en payant certains matériaux nécessaires à l'avancée des travaux. Cette implication a permis la construction des blocs de latrines, ainsi qu'une borne fontaine supplémentaire dans le village de Gourel Gallo.

Une amélioration des conditions de vie

Ce projet, dont la réalisation s'achève fin 2019, a permis des avancées aussi bien sur le plan social que sociétal. La corvée d'eau réalisée majoritairement par les femmes et les enfants est désormais moins difficile. Les installations au sein des trois villages permettent de réduire les kilomètres de marche parcourus auparavant pour se rendre à l'un des puits. La proximité des bornes fontaines engendre un gain de temps et d'énergie pouvant être mis à profit pour d'autres activités: scolarisation pour les plus jeunes ou bien dans le développement d'activité génératrice de revenus pour les formas.

Aujourd'hui, près de 2000 habitants bénéficient d'un mini-réseau de distribution d'eau potable et de latrines au sein des villages de Guélodé, Madina Sadio et Gourel Gallo dans le département de Goudiry situé dans la région de Tambacounda au Sénégal oriental.

La bonne mise en œuvre de ce projet incite Aquassistance à continuer d'œuvrer au Sénégal afin de permettre à plus d'enfants, de femmes et d'hommes d'accéder à une eau potable de qualité en zone rurale.

Contact

Aude Mavoungou aude.mavoungou@aquassistance.org www.aquassistance.org

À Madagascar, gestion de la ressource

Une gouvernance pilote pour le lac Itasy

Depuis 2017, l'Office international de l'eau mène un projet de gestion intégrée des ressources en eau sur le bassin versant du lac Itasy. Le but est de préserver ce lac menacé par des pressions anthropiques et d'assurer le développement inclusif du territoire aux bénéfices des populations.

a région ltasy comprend le quatrième plan d'eau de Madagascar, le lac ønaturel d'Itasy, d'une superficie de 3 500 hectares, qui constitue un centre d'activités économiques de première importance tout autant qu'un écosystème particulier des hautes terres malgaches. Son bassin versant couvre une superficie d'environ 677 km². L'absence de plan de gestion et de mise en œuvre d'actions de protection à la hauteur des dégradations de cet espace naturel sur les dernières décennies a eu pour conséquence le développement de diverses problématiques: surexploitation des ressources halieutiques, pollution des sols, perte du couvert végétal et intensification des phénomènes érosifs. A ce constat s'ajoutent les problématiques liées à l'absence de gestion des déchets et de l'assainissement, envenimant une situation sanitaire qui, au-delà des limites qu'elle impose aux activités touristiques, est devenue une cause de préoccupation majeure pour la santé des riverains. Ce constat a été partagé lors d'une rencontre entre l'OlEau et les représentants de la région Itasy et des services techniques déconcentrés en mars



Le lac Itasy

2017. Ce premier échange avait alors permis d'identifier les problématiques du bassin et de co-construire le cadre du projet qui est conduit depuis mars 2018, pour une durée de 24 mois avec l'appui technique et financier de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Le concept de GIRE a émergé au cours des années 1990 et est défini par le Global Water Partnership, comme un «processus favorisant le développement et la gestion coordonnés des ressources en eau, du sol et des ressources associées, permettant de maximiser les bénéfices économiques et sociaux, de façon équitable sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux». On retiendra de cette définition que la GIRE se développe à travers une approche participative et vise à assurer l'ensemble des usages (domestiques, agricoles, industriels et énergétiques) qui sont faits de l'eau et des milieux aquatiques, en privilégiant une bonne gouvernance.

La coopération institutionnelle au cœur du projet

Pour faciliter la mise en œuvre de ce projet, l'OlEau bénéficie d'un solide réseau de partenaires dont le ministère malgache de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures (MEEH) et la région Nouvelle-Aquitaine qui travaille avec la région Itasy dans le cadre d'une coopération décentralisée depuis 10 ans. Ce partenariat a également donné naissance au premier forum du lac Itasy co-organisé par l'OlEau et la région Nouvelle-Aquitaine sur le campus universitaire de l'Institut d'enseignement supérieur du lac Itasy. Cet événement visait un double objectif: celui de participer à la formation des jeunes du territoire tout en favorisant le dialogue avec les usagers du bassin eux-mêmes.

Le contrat de lac, un outil de gouvernance

Entre avril 2018 et février 2019, un groupe de réflexion ad hoc s'est réuni mensuellement afin d'appuyer la structuration d'un comité de gestion, structure de gouvernance participative de tous les acteurs et usagers du territoire et portant le futur «contrat de lac». Ce groupe était composé de plusieurs services techniques déconcentrés (STD): Eau, Environnement, Res-

sources halieutiques, Agriculture et Élevage, Économie et Plan, ainsi que d'un représentant de la région Itasy et de la coopération décentralisée Nouvelle-Aquitaine. Ils ont notamment travaillé à l'analyse du cadre juridique du futur comité de gestion et à la structuration des différents collèges (communes, STD, projets/programmes et usagers de l'eau) qui composent ce comité. Chacune des options retenues durant cette phase de réflexion a été soumise à l'approbation du MEEH. Le groupe ad hoc a pu présenter ses propositions lors des premiers états généraux du lac Itasy qui ont regroupé une centaine de personnes en septembre 2018. Ces propositions ont été débattues entre usagers et acteurs institutionnels pour in fine choisir le cadre du futur comité correspondant aux attentes des acteurs locaux. Après 10 mois de concertation, la structure du comité a été définie (statut juridique, mission, objectif et membres) puis officialisée en Comité de gestion du lac Itasy (COGELI) en février 2019. Le COGELI a pour mission d'élaborer le « contrat de lac », outil de planification des ressources en eau, puis de le mettre en œuvre. La méthodologie utilisée s'inspire des expériences développées sur le bassin Rhône Méditerranée Corse. Les différents appui-conseil apportés ont permis de définir les premières pistes d'actions à mettre en œuvre : gestion des hauteurs d'eau, adduction d'eau potable, mesures d'agroécologie ou agroforesterie pour limiter les risques d'érosion et de pollution des sols, etc.

Un partage d'expériences fructueux

Le modèle des Commissions locales de l'eau (CLE) françaises a alimenté la réflexion du groupe *ad hoc* qui a su l'adapter au contexte local. De même, l'expérience française a été utile pour la définition des étapes de planification sur le bassin versant. Une visite d'études en France des partenaires malgaches permettra un approfondissement du fonctionnement des CLE.

En partenariat avec le réseau Ran'Eau, appuyé par le pS-Eau, l'OlEau et les acteurs de la région Itasy ont aussi activement participé aux ateliers GIRE qui se sont tenus à Fianarantsoa en octobre 2018. Ainsi, a émergé l'idée de structurer un groupe de

travail dédié notamment à l'élaboration d'un document de capitalisation des expériences en cours à Madagascar.

Comment gérer sans connaître?

Un des piliers de la mise en œuvre de la GIRE est l'organisation et la gestion des données. En effet, la connaissance est un préalable à toute action. Parfois les données sont existantes mais le manque de partage limite leur utilisation. C'est pourquoi un rapport synthétisant l'ensemble des données disponibles sur le lac Itasy a été réalisé grâce à quatre stagiaires issus de la formation « eau et environnement » de l'Institut d'enseignement supérieur Soavinandriana Itasy (IESSI).

Le constat d'un manque de données sur ce cours d'eau a donné naissance au projet DECLIIC. Ce projet, soutenu par l'ambassade de France et la région Nouvelle-Aquitaine, a débuté en décembre 2018 pour une durée de 6 mois. Une étude sur la situation environnementale du lac Itasy a été réalisée grâce à deux nouveaux stagiaires de l'IESSI, encadrés par l'OlEau. Cette étude a abordé les aspects quantitatifs (caractéristiques physiques du lac et de ses affluents) et qualitatifs (présence de polluant, turbidité, etc.) afin de viser une meilleure connaissance des pressions sur les ressources en eau. Cet exercice pédagogique a permis de sensibiliser les développeurs de demain au modèle de GIRE tout en permettant de produire des outils d'aide à la décision nécessaires aux membres du Comité de gestion du lac Itasy. Une seconde phase du projet DECLIIC permettra de mettre à jour les données de prévalence des principales maladies parasitaires (bilharziose, amibiases et tenia) sur les localités riveraines du lac Itasy. L'étude sera réalisée par l'Institut Pasteur. L'ensemble de ces études permet de renforcer la démarche de concertation des membres du COGELI grâce à un travail d'information et d'accompagnement de la dynamique de prise de décision. Cet exercice qui n'avait pas été programmé initialement a été rendu possible grâce à la mobilisation des ressources du territoire. Plusieurs missions de l'OlEau ont permis de réaliser un état des lieux des modalités de production des



Forum du lac Itasy

données et de gestion des informations sur l'eau tant au niveau national qu'au niveau du bassin versant du lac Itasy. Une proposition concrète de plan d'action a été formulée. Il s'agit notamment de faciliter la valorisation des données sur l'eau via une plateforme en ligne (www.aquacoope.org/madagascar), d'établir un catalogue de métadonnées, de développer un service web de cartographie dynamique et d'appuyer la région Itasy via l'organisation de sessions de formation à distance de deux de ses techniciens qui se sont déroulées durant la première année du projet. La première phase du projet se terminera en mars 2020. Des pistes de prolongation sont déjà à l'étude. L'appui au comité de gestion devrait se poursuivre pour accompagner la mise en œuvre et le suivi du contrat de lac. Le développement de la GIRE à l'échelle nationale devrait également être facilité par la diffusion d'outils méthodologiques, alimenté par l'expérience du bassin d'Itasy. Enfin, le renforcement de systèmes d'informations sur l'eau restera un axe prioritaire de travail.

Contact

Carole Chemin c.chemin@oieau.fr www.oieau.fr

En Birmanie, dans les villes secondaires

Renforcer les opérateurs pour des services améliorés

Résolument orienté vers le renforcement des capacités des opérateurs, et basé sur une approche intégrée multi-services « eau-assainissement-déchets », le projet ROSAMUR prévoit l'amélioration des services de la Ville de Magway.

Des services urbains défaillants

elon le dernier recensement de 2014, la Birmanie compte près de 51 millions d'habitants dont deux tiers vit en zone rurale. Le pays connait une phase d'urbanisation rapide avec un accroissement démographique dans les zones périphériques des principales villes. Selon les données de 2017 du Joint Monitoring Program), 93% des habitants des zones urbaines auraient un accès amélioré à l'eau potable et 88% à l'assainissement. Ces chiffres sont clairement surévalués et ne tiennent pas compte de la qualité, de la fiabilité et de la durabilité des services qui sont au cœur des nouveaux Objectifs de développement durables. Par ailleurs, une étude indique que les Birmans produisaient en moyenne 0,44 kg de déchets par jour et par personne en 2012 et que ce chiffre devrait doubler d'ici 2025, ce qui compliquerait la tâche des services municipaux, aujourd'hui déjà dépassés. Les villes birmanes pâtissent en effet d'un état de délabrement avancé des infrastructures hydrauliques et d'une qualité de service particulièrement préoccupante. Les installations collectives ne couvrent jamais l'intégralité du territoire et, là où elles existent, leur fonctionnement est en-deçà des standards internationaux (discontinuité de l'alimentation en eau, systèmes d'évacuation des eaux usées non fonctionnels, collecte des déchets irrégulière voire inexistante etc.). Les

opérateurs de services souffrent en outre de divers maux liés à un manque de formation et à des contraintes financières et matérielles.

Un cadre institutionnel et organisationnel insuffisant

Au niveau national, le cadre institutionnel des services urbains manque de clarté et de leadership. Alors que l'assainissement et la gestion des déchets relèvent théoriquement du ministère des Ressources naturelles et de la Conservation de l'environnement, le secteur de l'eau en zone urbaine n'est doté d'aucun ministère de tutelle. Pour ce secteur, les responsabilités sont éclatées entre de nombreux ministères et il en résulte une absence quasi-totale de cadre stratégique et de régulation ainsi qu'un manque de coordination des interventions.

Le TDC, un opérateur unique pour la fourniture des trois services : eau assainissement — déchets

Le développement et la fourniture des services essentiels dans les villes sont placés



Service défaillant assainissement – déchet

sous la responsabilité des City Development Committee (CDC) dans les trois plus grandes villes du pays (Yangon, Mandalay et Nay Pyi Daw) et du Township Development Committee (TDC) dans les autres villes comme Magway. Ces TDC sont chargés de développer et d'exploiter les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion des déchets. Bien qu'en partie autofinancés grâce aux taxes et redevances qu'ils peuvent collecter directement pour la fourniture des services et via l'attribution de licences commerciales, les TDC ne disposent dans les faits que d'un pouvoir de décision limité. En effet les décisions stratégiques en termes de développement et de gestion des services ne peuvent être prises sans accord de leur ministère régional de tutelle. Par ailleurs, leurs équipes sont généralement largement sous-dimensionnées. Très peu formés sur le plan technique et peu sensibilisés aux problématiques de gestion des services, les agents bénéficient en outre de moyens très limités. En termes organisationnel enfin, le service d'eau est placé sous l'autorité du département technique des TDC, alors que les services d'assainissement et de gestion des déchets sont placés sous la responsabilité du département administratif, dépourvu d'ingénieurs et autres techniciens. Il y a une déconnexion forte entre les équipes tech-



Travaux pour les services d'alimentation en eau potable

niques (en charge de l'opération et de la maintenance) et les équipes chargées de la collecte des redevances lorsqu'elles existent: l'absence de communication entre ces entités complique encore la gestion des services concernés. On est également très loin d'une approche centrée sur l'usager dont les besoins seraient analysés et dont la satisfaction serait recherchée.

À Magway, le TDC est administré par un comité composé de 3 membres élus et de 3 membres nommés et est organisé autour d'un département technique et d'un département administratif qui regroupent près de 200 cadres et agents.

Appuyer les villes secondaires, oubliées des programmes de développement

Si les opérateurs de services des villes secondaires sont demandeurs d'assistance à tous les niveaux, la grande majorité des financements internationaux continuent pourtant de se concentrer dans les zones rurales ainsi qu'à Yangon et Mandalay. Les très rares projets ciblant les villes secondaires sont à ce jour strictement infrastructurels. C'est sur la base de ce constat que le Gret a initié fin 2015, avec le soutien de l'ambassade de France, un premier programme visant d'une part à faire émerger un réseau de partage d'expériences entre les responsables des services urbains, et d'autre part à renforcer leurs capacités à travers des formations ciblées et un accom-

pagnement régulier. D'abord limité à l'organisation de séminaires d'échanges et d'ateliers techniques, ce programme «Renforcement des opérateurs et services améliorés en milieu urbain» - ROSAMUR a pris une nouvelle dimension en 2017 grâce à la mobilisation de nouveaux partenaires: Bordeaux Métropole, l'agence de l'eau Adour-Garonne, la fondation Ensemble, le Syctom et la fondation Saur Solidarités ont ainsi apporté les moyens complémentaires pour permettre de déployer, sur une ville «laboratoire», les investissements pilotes et une assistance technique globale pour l'amélioration des services essentiels.

Le projet ROSAMUR : la ville de Magway pour pilote

Située en zone sèche de Birmanie, la ville de Magway (75 000 habitants) a donc été retenue pour la mise en place d'un premier projet pilote intégré d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets axé sur le renforcement des capacités du TDC pour améliorer la performance des services fournis aux habitants. La composante eau est essentiellement centrée sur l'amélioration de la gestion commerciale du service et sur l'amélioration des conditions de desserte dans une zone centrale de la ville. En termes d'assainissement, l'absence de données de base a conduit à orienter l'appui du Gret vers la réalisation d'une étude de filière exhaustive et la définition d'un plan d'action : une première en Birmanie pour une ville secondaire. Concernant la gestion des déchets, le diagnostic a orienté les actions vers l'optimisation des circuits de collecte à l'échelle de la ville et la construction d'une unité de compostage pour les déchets (des marchés dans un premier temps). Des sessions de formation des opérateurs et des campagnes de sensibilisation contribuent aussi à optimiser l'impact des investissements. Enfin, les séminaires annuels permettent le partage d'expérience entre pairs et le renforcement des compétences des opérateurs d'autres villes du pays.

Des diagnostics approfondis pour pallier le déficit de données et de références locales

Initiées fin 2017, les premières étapes du projet ont consisté en la réalisation de diagnostics techniques et organisationnels détaillés des services d'eau et de gestion des déchets, et d'une étude exhaustive de la filière d'assainissement liquide. Ce travail de plusieurs mois a permis d'aboutir à l'identification de problèmes et de zones prioritaires et à la formulation de plans d'action adaptés. Ces diagnostics ont été réalisés avec une forte implication du TDC dans la collecte et l'analyse des données: cette étape a permis une première montée en compétence des équipes de la Ville et d'aboutir à des plans d'action partagés.

Les interventions prioritaires : entre optimisation du budget et recherche d'impacts durables

Pour le service d'alimentation en eau potable: maîtrise de la ressource et amélioration de la qualité de service aux abonnés

En termes d'accès à l'eau tout d'abord, une zone pilote a été proposée par le TDC pour mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions de desserte. Située au centre de la ville, la «zone de distribution n° 1 » choisie est en effet emblématique des problèmes rencontrés sur l'ensemble de la ville (et dans la plupart des villes secondaires du pays): alimentation discontinue, faible pression dans les réseaux, taux de fuite considérable, modalités de

raccordement anarchiques, dispositifs de comptage déficients, etc.

Un premier travail de cartographie des réseaux et d'enquêtes sur les conditions de desserte et les modalités de facturation dans la zone a permis de mieux maîtriser le schéma de distribution. Un compteur de production a ensuite été installé pour connaître le débit du forage alimentant cette zone. Enfin, le budget étant limité sur cette ligne budgétaire, le choix d'investissement s'est tourné vers la sécurisation de la production et du stockage via la construction d'un nouveau réservoir sur le site d'un réservoir désaffecté (les usagers étaient jusqu'à présent alimentés « en direct » à partir de l'eau produite par le forage). La configuration des branchements existants a été reprise et le TDC a accepté le principe de prévoir un réseau « tertiaire » qui fait aujourd'hui défaut. Ceci permettrait d'améliorer les conditions de desserte (continuité, pression), d'une part pour mieux assurer le comptage des volumes et d'autre part pour fournir un argument pour la promotion du raccordement au réseau par branchement privé.

Pour le service de gestion des déchets: optimisation des circuits de collecte, compostage des déchets de marché et amélioration des conditions d'exercice des travailleurs informels

Le diagnostic complet du service de gestion des déchets solides a démontré l'intérêt de valoriser la part organique des déchets de marché, qui atteint plus de 80% actuellement. Ce diagnostic a été complété par une mission d'experts d'Aquassistance (www.acquassistance.org) qui a confirmé et permis d'approfondir les options envisagées par le Gret et le TDC de Magway. Un avantprojet détaillé et un appel d'offre pour la construction d'une unité de compostage ont donc été finalisés sur cette base et il est prévu que les travaux démarrent d'ici la fin de l'année 2019. L'enjeu est environnemental mais aussi économique en visant à prolonger la durée de vie de la décharge. Ceci étant dit, comme dans la grande majorité des cas, les études et le compte d'exploitation prévisionnels de l'unité montrent que les revenus issus de la vente du compost ne couvriront pas les coûts de la gestion de cette unité et le TDC s'est engagé à en



Assistance à maîtrise d'ouvrage

couvrir une partie à partir de son budget. À l'échelle de la ville, le fonctionnement de la collecte de déchets ménagers se fait en porte à porte. Les travailleurs informels y jouent un rôle central : ils embarquent à bord des camions du TDC pour y effectuer un tri à la source. Les cartons, plastiques, métaux, verres, etc. sont ainsi mis de côté dès leur collecte. Une fois arrivés à la décharge, les camions déversent les déchets restants et les autres membres de la famille des travailleurs informels effectuent une seconde étape de tri. Les produits du tri sont vendus à des grossistes et revendus vers des usines de la capitale ou de la sous-région. Il s'agit du principal revenu de ces familles qui travaillent dans des conditions sanitaires très précaires. Face à cette situation, les acteurs du projet ont décidé de reconnaître le rôle majeur joué par ces informels et de l'intégrer aux futures modalités de gestion du service de collecte et de l'unité de compostage. Leurs conditions de travail sur la décharge seront ainsi améliorées via la construction, sur le site de l'unité de compostage, d'un espace refuge avec vestiaires, point d'eau et source d'énergie.

Enfin, les circuits de collecte ont pu être analysés finement grâce à l'outil de géolocalisation des camions acquis par le TDC lui-même. Des propositions d'ajustement ont été formulées et seront testées dans les prochains mois. Au-delà de ces mesures, un défi considérable qui nécessiterait des moyens très conséquents demeure. Celui d'une meilleure gestion de la

décharge visant à réduire son impact sur le milieu naturel et les risques sanitaires pour les travailleurs informels. Cela devrait faire l'objet d'une nouvelle intervention dédiée.

L'assistance à maîtrise d'ouvrage: un positionnement délicat mais gage de durabilité

Le Gret revendique très généralement un positionnement d'assistant à maîtrise d'ouvrage où la collectivité est au cœur du diagnostic, du choix des solutions et de leur mise en œuvre, y compris d'un point de vue financier.

Le contexte birman, de ce point de vue présentait:

- Des difficultés liées au manque de données et de références et au besoin de créer des liens de confiance. En effet, la Birmanie s'est ouverte au reste du monde en 2011 après des années de relative autarcie. Si les acteurs de développement et les partenaires privés ont rapidement afflué, ils se sont principalement intéressés aux grandes villes. Un projet de coopération décentralisée et le positionnement d'assistant technique étaient donc nouveaux pour les élus et les services d'une ville comme Magway et il a fallu du temps pour poser les bases du partenariat, mettre en place les méthodes de travail et gagner la confiance du TDC et du gouvernement régional.
- Un avantage de taille : un seul opérateur public pour les trois services d'eau potable,



Station de traitement des eaux de surface

d'assainissement et de gestion des déchets.

Cela a permis de mutualiser l'accompagnement et de croiser les enseignements transversaux aux trois services: l'importance et la méthodologie de diagnostic, les enjeux de gestion du service et de souci de l'usager, la planification intelligente des infrastructures, etc.

Promouvoir une approche tournée vers la durabilité plutôt que le tout investissements

Par ailleurs, les rares interventions dans la zone privilégiaient des approches de construction d'infrastructures avec peu (souvent pas) d'accompagnement des gestionnaires des services. Le Gret, en privilégiant le renforcement des capacités sur les investissements, et en cherchant à promouvoir des solutions durables souvent moins intensives en infrastructures visibles, a pu surprendre au départ: il est crucial d'expliquer et de savoir faire des compromis. A titre d'illustration il a fallu démontrer que l'unité de compostage ne sera pas économiquement viable sans la contribution du TDC en subvention récurrente et que les travailleurs informels avaient un rôle important à jouer. Ces décisions nécessitent préalablement un temps important de discussion sur les aspects technico-économiques et sociaux des services.

Des enseignements encourageants

Comme dans de nombreux projets de développement, la difficulté est de prioriser les investissements les plus pertinents face à un budget contraint et des besoins quasi-illimités. Les partenaires considèrent donc que le projet ROSAMUR est une 1ère phase permettant d'apprendre à travailler ensemble, de réaliser les diagnostics et de tester les premières réalisations. Une phase 2 est en cours de conception et sera nécessaire pour inscrire les réalisations initiales dans la durée. Par ailleurs, l'objectif est aussi de faire bénéficier d'autres villes secondaires de la dynamique d'investissements pilotes.

Le projet ROSAMUR n'est pas encore terminé et le chemin est encore long pour réceptionner les investissements pilotes et améliorer durablement les pratiques de gestion. Cependant, des premiers enseignements émergent à ce stade:

- La valeur d'un diagnostic approfondi et partagé, particulièrement dans un contexte comme celui des villes secondaires birmanes, pour lesquelles il y a peu de bonnes pratiques et peu de références similaires. Au-delà du projet, ce travail contribue à améliorer la connaissance sectorielle au niveau national.
- La pertinence confirmée d'un positionnement d'assistant à maîtrise d'ouvrage qui

peut être long à mettre en place et générer des retards mais qui permet de positionner l'acteur local au cœur des changements et d'éviter la substitution.

- L'intérêt d'une approche multisectorielle, intégrée et fortement centrée sur le renforcement de capacités des opérateurs pour améliorer la qualité des services en favorisant l'appropriation de processus de gestion et d'amélioration et en facilitant le lien entre tous les acteurs concernés. Cette approche multi-services est facilitée par l'existence d'un interlocuteur unique: le TDC, compétent en matière d'eau potable, d'assainissement et de gestion des déchets.
- Un bilan encourageant, puisque les travaux sont en cours, le TDC de Magway est très mobilisé et les opérateurs de services d'autres villes montrent leur intérêt à partager leurs expériences. Celle-ci confirme qu'il est possible d'intervenir en coopération décentralisée auprès des villes secondaires birmanes.
- ... mais un accompagnement de proximité à inscrire dans la durée. En effet, les changements sont longs à opérer (notamment pour tirer parti des actions de renforcement des capacités). Une seconde phase du projet sera nécessaire pour maximiser et pérenniser les bénéfices.

Enfin, les effets sont aussi le fait de changements globaux qui dépassent le périmètre d'intervention: il peut s'agir des prochaines élections générales (en 2020), des effets du changement climatique sur la disponibilité de la ressource en eau ou de la fermeture des frontières chinoises aux produits issus du tri des déchets. Ces évènements sont aussi à analyser finement et à aborder avec les partenaires locaux dans le cadre des actions de renforcement des capacités: c'est ainsi qu'ils seront mieux armés et qu'ils sauront s'adapter aux évolutions futures du contexte dans lequel ils évoluent.

____ Contacts

Thomas Le Jeune — lejeune@gret.org
Thibaut Le Loc'h — le-loch@gret.org
www.gret.org
www.gret.org/projet/renforcementoperateurs-de-services-ameliores-milieuurbain

À lire



Gérer un réseau d'eau potable. Spécialisation sur les réseaux gravitaires sous contrat d'affermage

Grand Lyon — Programme Eaurizon, Région Haute Matsiatra, 2019, 120 pages

Cet ouvrage est le support du module de formation mis en œuvre pour la gestion des infrastructures d'eau potable et d'assainissement à Madagascar. Il a été produit dans le cadre du programme

Eaurizon, porté par la coopération décentralisée de la région Haute Matsiatra et de la métropole de Lyon. Il bénéficie du soutien de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, de SAUR Solidarités et à Madagascar, du ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures. Le programme Eaurizon vise à faire émerger de nouveaux professionnels capables de gérer localement des infrastructures d'eau potable.



Rapport de la table ronde : l'eau, vecteur de la paix au Sahel Geneva Water Hub, 2019, 25 pages

Ce document rend compte des échanges et recommandations de la table ronde sur l'eau comme vecteur de paix au Sahel ayant eu lieu à Genève en novembre 2018. Il a également vocation à fédérer et mobiliser des acteurs engagés dans le domaine de l'eau et de la consolidation de la paix

pour des actions de terrain en faveur d'une approche qui intègre l'eau comme vecteur de paix dans cette région du monde.



Contribution des partenariats de la coopération décentralisée à la mise en œuvre des ODD

CNCD, 2019, 52 pages

Cette brochure présente les bonnes pratiques pour la mise en œuvre des ODD à travers des exemples portés par les collectivités territoriales françaises lauréates de l'appel à projets triennal 2016–2018

lancé par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales. La brochure vise à promouvoir l'engagement et le travail des collectivités territoriales françaises et de leurs partenaires et à démontrer l'important levier que constitue l'action internationale pour contribuer à la réalisation des ODD.

À consulter



© Coalition

Lancement de l'Alliance d'Afrique francophone pour l'eau et l'assainissement

À l'occasion d'un atelier d'échanges d'expérience à Dakar en juin 2019 coorganisé par la Coalition Eau, a été lancée l'Alliance d'Afrique francophone pour l'eau et l'assainissement (AAFEA). Cette Alliance rassemble les collectifs de la société civile du secteur eau et assainissement de 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du centre, qui collaborent depuis plusieurs années et qui ont souhaité formaliser leurs liens en donnant un nom à leur dynamique sous-régionale. Les objectifs de l'AAFEA visent à renforcer les capacités et l'expertise de la société civile du secteur, échanger les pratiques et mener des plaidoyers nationaux et internationaux, en vue de l'atteinte des Objectifs de développement durable, notamment l'ODD 6.

L'atelier a abouti à l'adoption d'une déclaration commune présentant les messages thématiques majeurs identifiés pour accélérer la mobilisation pour l'eau et l'assainissement dans la sous-région et définissant les attentes vis-à-vis du 9e Forum mondial de l'eau, qui se tiendra au Sénégal en 2021.

La rencontre a également permis le partage d'expériences de plaidoyer nationales pour renforcer le contrôle citoyen et la redevabilité sur l'ODD 6. Les travaux ont conduit à la définition d'un programme commun de plaidoyer et de mobilisation en vue de l'accélération de la mise en œuvre de l'ODD 6 dans la sous-région, repris dans la déclaration finale. Les collectifs ont décidé de prioriser trois enjeux :

- 1. Assurer le droit humain à l'eau et à l'assainissement pour tous, en ne laissant personne de côté
- 2. Allouer des financements adaptés, suffisants, répondant aux besoins réels et transparents
- 3. Assurer une bonne gouvernance du secteur, intégrant la participation citoyenne et la redevabilité
- www.coalition-eau.org/actualite/l-alliance-d-afrique-francophone-pour-l-eau-et-l-assainissement-se-reunit-a-dakar-pour-accelerer-l-atteinte-de-l-odd6/

Nouvelles parutions pS-Eau

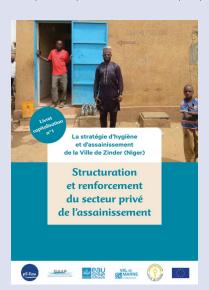
La stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder, Niger

Département du Val de Marne/pS-Eau, 2019, 3 livrets, 20 pages

Trois livrets ont été produits dans le cadre du projet de mise en œuvre de la stratégie d'hygiène et d'assainissement de la ville de Zinder au Niger, cofinancé par le conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Zinder, l'Union européenne, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne, l'agence de l'eau Seine-Normandie et avec le soutien du pS-Eau.

Ils s'adressent aux acteurs impliqués dans les services d'assainissement au Niger et à leurs partenaires de coopération. Ces livrets leur permettent de mieux comprendre la situation du secteur de l'assainissement au Niger et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour accompagner les communes nigériennes.

Chaque livret porte sur une thématique spécifique:







Les publications sont téléchargeables sur:

www.pseau.org/outils/biblio



Programme Solidarité Eau 32 rue Le Peletier 75009 Paris T. +33 (0)1 53 34 91 20 pseau@pseau.org www.pseau.org

Responsable de la publication: Pierre-Marie Grondin Rédacteurs en chef: Guillaume Aubourg Camille Martin

Ont participé à ce numéro:

Colette Génevaux Christophe Le Jallé Aude Mavoungou Carole Chemin Thomas Le Jeune Thibaut Le Loc'h

Réalisation: Cercle Studio

Impression: &OP et Imprimerie Saviard

Photo de couverture © Gret



www.facebook.com/pseau www.twitter.com/pseau